

Crise alimentaire et impact sur les stratégies de sécurisation de l'approvisionnement alimentaire

La crise alimentaire actuelle interroge sur les marges de manœuvre pour augmenter la production afin de faire face aux besoins mondiaux censés doubler d'ici 2050. Outre les rendements, ceci pose des questions relatives à la disponibilité des terres agricoles, à leur identification et aux modalités de leur mise en valeur. Les plus grandes « disponibilités » seraient en Amérique du Sud, en Europe de l'Est et en Afrique, mais elles nécessitent des investissements en termes de remise en culture, de matériel agricole, d'infrastructures, d'accès aux moyens de production, etc.

Il y a deux grandes stratégies de sécurisation de l'approvisionnement alimentaire menées par les pays dépendant d'importations :

- le contrôle des espaces de terres « disponibles » et des productions à l'étranger (à travers la location ou l'achat de terres ou l'intégration des producteurs) ;
- la sécurisation par des contrats d'importation bilatéraux (Vietnam-Philippines).

En particulier, on peut citer les exemples de la Chine qui investit des zones agricoles d'Asie du Sud-Est, d'Afrique et d'Europe de l'Est, de la Corée du Sud en Mongolie, de l'Arabie Saoudite prospectant au Kazakhstan et au Pakistan.

Ces initiatives sont à la fois porteuses d'opportunités et de risques :

- D'un côté, des pays dépendants sécurisent leurs approvisionnements alimentaires et les pays « investis » ont un accès aux financements et à la technologie qui peut leur permettre d'améliorer le niveau de vie des populations locales.
- De l'autre, des dérives sont possibles : productivisme à outrance et détérioration environnementale, délocalisation de paysans locaux devenus au mieux métayers, empiétement de pâturages, détérioration de la sécurité alimentaire des pays investis, nouveau colonialisme.

Ces faits sont des signaux encore faibles mais qui peuvent annoncer des tendances ayant demain d'importantes conséquences sur le développement agricole des pays concernés, sur la sécurité alimentaire mondiale et sur les échanges. Par ailleurs, ces signaux amènent à s'interroger sur la façon dont les membres de la communauté internationale perçoivent la question de la sécurité alimentaire et considèrent les différents moyens pour l'assurer.

La crise alimentaire a contribué à reposer le problème de la sécurité alimentaire sur de nouvelles bases. Si l'on a souvent tendance à ne considérer cette question qu'à l'échelle mondiale, en termes quantitatifs (comment augmenter la production pour faire face aux besoins censés doubler d'ici 2050 ?), différents événements montrent que l'on ne peut plus négliger la dimension géostratégique de la sécurité alimentaire.

En théorie, l'ouverture au commerce international est le moyen le plus efficace de garantir un approvisionnement alimentaire au juste prix. Cependant, la crise actuelle et les stratégies de sécurisation des ressources alimentaires qu'elle induit indiquent que la vision désincarnée d'un marché mondial pourvoyeur de matières premières n'est peut-être pas autant partagée. L'achoppement des négociations commerciales internationales sur les mesures de sauvegarde tend à le confirmer.

Si le développement des investissements et de la production agricole apparaît positif et semble indispensable, **ces stratégies de sécurisation des ressources alimentaires offensives comportent des risques à moyen et long termes :**

- augmentation du prix du foncier et éviction des paysans locaux, avec leurs conséquences sociales ;
- augmentation des tensions sur les marchés internationaux, consécutive à la relative diminution des volumes réellement ouverts aux échanges ;
- antagonismes entre la souveraineté alimentaire des pays « investisseurs » et celle des pays « investis » ;
- embryons de conflits géostratégiques pour le contrôle des réserves foncières et agricoles, dans un contexte de changement climatique et d'accroissement des besoins alimentaires.

Marie-Aude Even

Chargée de mission Agricultures du monde

Frédéric Courleux

Chargé de mission Économie agricole

Sous-direction de la Prospective et de l'Évaluation